

*MARTINEZ Marisol & LEVESY Julie*

## Education morale et civique : La démocratie

# Transformations des régimes politiques : les cas opposés du Chili et de l'Espagne



Manifestations chiliennes en faveur de l'élection de Salvador Allende en 1970



Prise de pouvoir du roi espagnol Juan Carlos 1er en 1975

**SOURCES** : *Perspective monde, La Toupie, Wikipedia, Courrier international, Le Figaro*

*Au* cours de l'Histoire de l'Humanité, les hommes de tous siècles et toutes cultures ont assisté à des changements de régimes politiques au sein de leur pays. Monarchie, dictature, totalitarisme, démocratie ; certains contribuent au développement et à l'avancée de la nation, d'autres freinent le progrès et limitent les libertés de la population. Si nous pouvons déjà observer une forme de démocratie en Grèce antique, avec les citoyens athéniens prenant des décisions politiques sur l'Agora, les régimes politiques européens qui ont suivi sont principalement basés sur le pouvoir dans les mains d'un seul souverain. Empereur ou monarque, ce dernier régnait sur un vaste territoire, imposant sa volonté et ses lois. De l'empire Romain à l'empire Ottoman, en passant par la dynastie Ming en Chine, la monarchie de Louis XIV en France ou le règne de Victoria en Angleterre ; ce ne sont

pas les exemples qui manquent à l'histoire politique mondiale. Concernant les Amériques, à cause de leur découverte tardive en 1492, ces territoires ont d'abord été gérés par les puissances européennes en tant que colonies, avant de s'émanciper petit à petit. C'est en Amérique du Nord, aux Etats-Unis, que l'on peut justement observer une des premières démocraties, après leur constitution de 1787. En Europe aussi, à partir de la Révolution française de 1789 qui abolissait la monarchie, des changements de régimes ont débuté, et de nombreux pays ont suivi l'exemple français. Ceci a abouti aujourd'hui à avoir dans une grande partie, au moins pour les pays du Nord du monde, une démocratie. Mais ces changements vers des pouvoirs politiques plus représentatifs ne se sont pas fait sans maux, comme vont nous le démontrer les exemples du Chili et de l'Espagne au XXème siècle.



## CAS DU CHILI

Le siècle dernier, connu pour son instabilité politique notamment due aux deux Guerres mondiales, a été marquant pour les transitions politiques de nombreux pays. Comme régression au niveau des droits et libertés, les plus connus sont les trois régimes totalitaires, en Allemagne, URSS et Italie. Mais ailleurs dans le monde, d'autres pays qui avaient réussi à instaurer une démocratie, ont aussi subi une régression démocratique. C'est par exemple le cas, en Amérique du Sud, du Chili.

Déjà soutenue par une droite progressiste, donc en faveur du progrès politique, social et économique du pays, la démocratie chilienne a été renforcée



par les élections du 4 septembre 1970. Ces dernières opposaient le parti socialiste de Salvador Allende, avec le parti conservateur indépendant de Jorge Alessandri et le parti démocratique-chrétien de Radomiro Tomic. Aucun homme politique n'obtenant la majorité durant les élections, c'est le congrès qui dut nommer le président,

créant des tensions dans le pays. En effet, ce même congrès, sous pression des Etats-Unis, voulait élire un conservateur comme Alessandri, favori de la puissance américaine qui, dans un contexte mondial de guerre froide, avec par exemple la doctrine Truman, était contre la gauche, bord politique du communisme. De l'autre côté, il y avait des manifestations du peuple en faveur de l'élection d'Allende. C'est ce dernier, avec son parti Unité Populaire, formé d'une coalition des partis de gauche, que le congrès chilien, resté dirigé par l'opposition, élit finalement comme président de la République le 24 octobre 1970. Cette victoire du socialiste fut d'autant plus marquante, que la plupart des autres pays d'Amérique du Sud étaient sous des régimes totalitaires, pleins de tensions politiques et de mouvements révolutionnaires.

Une fois au pouvoir, Salvador Allende tenta de conduire le pays sur la voie d'un réformisme social, c'est-à-dire de favoriser la croissance économique, et redistribuer les richesses tout en favorisant la participation populaire et en respectant les institutions, afin de s'assurer la loyauté de l'armée et de l'opposition (le parti national et la démocratie chrétienne). De profondes réformes furent donc faites, comme la réforme agraire (redistribution des terres agricoles). Cependant, la marge de manoeuvre du président était limitée, car il fallait satisfaire les mouvements populaires d'organismes révolutionnaires (comme les "cordons industriels", coordination de comités d'usines), sans pour autant effrayer la frange conservatrice (comme le patronat, bourgeoisie, armée, propriétaires terriens etc...). Malgré la volonté du président

---

Salvador Allende de bâtir une société basée sur un socialisme démocratique, ceci fut très compliqué. En effet, les réformes économiques, sociales et culturelles qu'il fit ne satisfirent pas les chiliens, car elles engendrèrent une grosse crise dans le pays (diminution du Produit National Brut, hausse de l'inflation, hausse de la dette du pays). Le fait de ne pas être soutenu par les Etats-Unis n'aida pas non plus le président chilien à renforcer la démocratie. Ce fut alors le début de crispations dans la vie politique, avec des affrontements verbaux entre partis, des manifestations étudiantes dans les universités, des contestations d'Allende au sein de l'armée, des grèves, et d'autres types de violences. Le 1er décembre 1971 par exemple, il y eut la 1ère manifestation des "casserolazos" (en espagnol, "cacerolazo") dans le centre de Santiago. Là, des femmes appartenant à l'opposition et encadrées par le mouvement d'extrême-droite Patria y Libertad (groupe financé dans un premier temps par la CIA américaine) protestèrent contre la pénurie alimentaire qui frappait le Chili.

Allende essaya vainement d'apaiser les conflits sociaux grâce à des réformes modérées, tout en enrôlant l'armée et la droite dans son gouvernement afin d'obtenir leur impossible approbation. Mais à cause de la difficulté de mener sa politique, l'Unité populaire subit une progressive dissociation entre le gouvernement, le peuple et les milieux conservateurs ; et les mouvements sociaux s'autonomisèrent et contestèrent la légitimité du président.

C'est ainsi que le 11 septembre 1973, Augusto Pinochet, militaire chilien, avec certains soldats, fit un coup d'État,

attaquant le palais présidentiel de la Moneda avec l'aviation. Le militaire était également soutenu par les Etats-Unis, qui n'avaient jamais été en faveur d'Allende. Assiégé par les forces de Pinochet, sous les bombes putschistes, ce dernier prononça ses dernières paroles sur radio Magallanes, faisant ses adieux au peuple chilien, avant de se suicider. L'instauration de la démocratie au Chili fut donc globalement un échec à la fin du XXème. Le pays se plia à la dictature de Pinochet, qui devint "chef suprême de la nation" en 1974. Sous sa dictature militaire, Pinochet suspendit la Constitution, dissout le Parlement, imposa la censure absolue et interdit tous les partis politiques. Pinochet ne respecta donc pas le principe de "souveraineté du peuple", où les citoyens peuvent s'exprimer directement par suffrage universel. Sous sa dictature, il n'y avait pas de protection des libertés des citoyens, ni d'État de droit, dans lequel le peuple et la puissance publique respectent les mêmes lois ; puisque c'est un seul homme qui imposait sa volonté. Pinochet lança par ailleurs le pays dans une campagne de terreur et de répression. Des milliers de personnes furent arrêtées, beaucoup d'autres exécutées, torturées ou durent s'exiler. Le régime autoritaire du général Pinochet aboutit donc à de multiples atteintes aux droits de l'Homme. Dans le cas du Chili à la fin du 20ème siècle, on assiste donc à un passage de la démocratie à la dictature. Cependant, le pays redevint une démocratie en 1990 après la victoire du "non" au référendum de 1988, pour savoir si prolonger ou non le mandat de Pinochet.



Augusto Pinochet

## CAS DE L'ESPAGNE

En opposition au cas du Chili, il est possible d'observer la transition démocratique qui a pris place en Espagne à la fin du 20ème siècle, faisant passer le régime politique du pays d'une dictature à une démocratie.

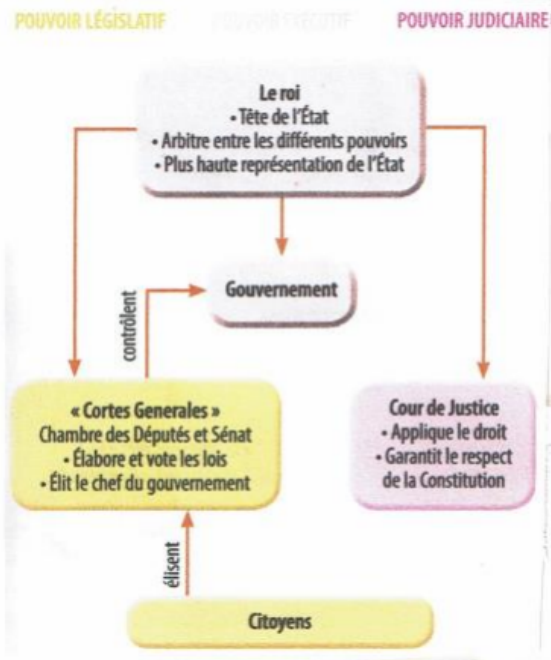
Après la guerre civile espagnole de 1936 à 1939, le dictateur Francisco Franco avait pris le contrôle du pays par la force, grâce à l'aide notamment des nazis et fascistes.



Roi Juan Carlos

Pendant une trentaine d'années, le pays fut donc dirigé par un dictateur. Mais le franquisme, qui résistait à toute modernisation, disparut avec le décès de Franco en 1975. Lui succéda alors le roi Juan Carlos, qui voulait faire de l'Espagne une monarchie constitutionnelle moderne et démocratique. Le pays débuta son ouverture vers un régime plus démocratique : en juillet 1976, le roi fit démissionner le premier ministre Carlos Arias Navarro et le remplaça par Adolfo Suarez, qui avait pour mission de mener à bien la transition démocratique espagnole tout en préservant la monarchie et en dissolvant les structures totalitaires franquistes. De plus, l'Espagne légalisa à cette période le parti communiste et les syndicats, prouvant sa volonté de démocratie. Les actions de Juan Carlos inquiétèrent les conservateurs, mais l'armée lui resta toutefois fidèle.

Toujours dans son optique de démocratisation, l'Espagne fit une demande d'adhésion au marché commun européen, créé après le traité de Rome de 1957. Elle fit aussi voter en référendum une constitution démocratique, qui fut adoptée en décembre 1978 avec 88% des voix. Le droit de vote, ou droit de suffrage, est primordial dans la démocratie, car il permet aux citoyens d'exprimer leur volonté à travers l'élection de représentants, ou dans ce cas, de répondre à une question par le biais d'un référendum. Cette constitution transforma l'Espagne sur plusieurs niveaux : elle établit une souveraineté citoyenne (principe propre aux démocraties, où les citoyens s'expriment directement).



tenta un putsch contre le gouvernement de Juan Carlos. Le colonel et les personnes qui le soutenaient étaient inquiets de l'instabilité politique et le manque de fermeté des élus, et ils voulaient revenir à l'ancienne constitution militaire du franquisme. Mais le roi espagnol réussit à déjouer le coup d'État, et fit un discours télévisé soulignant l'importance de maintenir la constitution. Juan Carlos ordonna au peuple espagnol de tout faire pour garder la constitution, voulue à 88% et rappela son propre devoir de loyauté vis à vis de la volonté du peuple.



De plus, elle sépara les pouvoirs (le législatif était sous contrôle du corte general, l'exécutif sous contrôle du roi et du gouvernement, et le judiciaire sous le contrôle de la cour de justice). La séparation des pouvoirs est un élément essentiel de la souveraineté du peuple, car elle préserve ce dernier de l'atteinte à ses droits fondamentaux. Ces droits peuvent être les droits de l'Homme, les libertés publiques, des garanties procédurales etc... L'Espagne resta toutefois bel et bien une monarchie constitutionnelle, puisque c'est le roi qui arbitrait entre les différents pouvoirs et qui était garant de la démocratie.

Le passage espagnol à la démocratie fut donc une réussite, notamment grâce à la participation du peuple aux réformes.

Toutefois, comme à chaque fois, ces changements ne ravirent pas tout le monde. Ainsi, le colonel Antonio Tejero

Outre la tentative de coup d'État, le gouvernement espagnol dû faire face aussi à un fort chômage et inflation. En effet, tandis que le franquisme avait bénéficié d'un contexte de croissance économique favorable, la transition démocratique coïncida avec un contexte de crise économique. Ceci était problématique car un passage à la démocratie fonctionne seulement si l'économie fonctionne aussi, Dans le cas contraire, le peuple risque de

---

dire que le régime totalitaire était plus avantageux. Enfin, le gouvernement de l'époque fut aussi sujet à des revendications autonomistes qui fragilisèrent le pays, comme ce fut le cas avec les attentats du terrorisme basque (ETA).

Tout cela n'empêcha en rien la démocratisation du régime politique espagnol, qui fut également assurée par

l'alternance politique en 1982 avec l'arrivée au pouvoir de socialistes, comme Felipe Gonzalez, en opposition à la droite de l'Alliance populaire. Enfin, l'élément clé de la transition démocratique de l'Espagne fut son entrée à la Communauté économique européenne (CEE) en 1986, ancêtre de l'Union européenne

---

## *ANALYSE ACTUELLE*

Ces analyses des régimes politiques chilien et espagnol peuvent permettre de comprendre ou de trouver des ressemblances avec d'autres pays du monde.

C'est le cas par exemple du Venezuela, où nous assistons à un cas très similaire au Chili des années 1980.

Le 20 mai 2018 le président Nicolas Maduro fut réélu. Cependant, ces élections furent considérées comme frauduleuses, et un an plus tard, le 23 janvier 2019, considérant Maduro comme illégitime, le président de l'assemblée nationale Juan Guaido s'auto-proclama président par intérim, provoquant une sorte de coup d'État. Il est ainsi possible de faire un parallèle entre cet événement et le putsch d'Augusto Pinochet au Chili, qui imposa lui aussi de force sa présidence. Guaido promit au peuple de futures élections, ainsi qu'une reconstruction nationale, le pays étant en crise économique, plein de criminalité, et de pénuries. Suite à sa prise de pouvoir, la présidence de Guaido fut reconnue par les Etats-Unis, ce qui ne va pas sans rappeler encore une fois le soutien de la puissance américaine à Pinochet en 1973. En plus de cette dernière, Guaido fut également soutenu par l'Union Européenne,

ainsi que par une majorité des pays d'Amérique du Sud. De l'autre côté, Maduro fut soutenu par la Chine, la Russie et Cuba, des pays dont les pratiques démocratiques sont parfois limitées voire absentes. Nicolas Maduro considéra le soutien américain à Guaido comme une volonté de renverser son propre régime politique, et d'ainsi prendre possession des ressources pétrolières dont le Venezuela est riche. Cependant, la force de Maduro fut le soutien de l'armée, qui rejeta l'autoproclamation de Guaido, s'opposant aux avis du parlement et de l'assemblée nationale vénézuélienne. Une autre similitude avec le cas du Chili sont les manifestations qui s'ensuivirent. Le jour même de la proclamation de Guaido, des centaines de vénézuéliens allèrent manifester dans la rue. D'un côté, les pro-Maduro manifestaient contre les revendications de l'opposition ; tandis que les pro-Guaido manifestaient en faveur de l'avancement du pays, étant contre le fait d'avoir un président accusé de nombreux crimes, dont le trafic de drogue. Il se trouve en effet que Maduro fut jugé pour "narco-terrorisme" le 27 mars 2020 par un procureur américain. Ces manifestations, supposées pacifiques, produirent toutefois une petite dizaine de morts. Aujourd'hui, les conflits entre les deux présidents vénézuéliens se sont relativement apaisés, après la réélection de Guaido au parlement

en janvier 2020 et la décision de diviser le parlement vénézuélien avec des membres des deux camps.



Le cas récent du Venezuela se rapproche donc du cas chilien dans la mesure où il y a eu une auto-proclamation du chef d'Etat, qui fut soutenu par les Etats-Unis, ainsi que des manifestations dans la rue et des contestations de la part de l'opposition.

Mais il existe dans le monde de nombreux régimes politiques qui voient leur démocratie constamment menacée par des tentatives de coups d'Etat. Il serait aussi possible de citer le cas africain de la Mauritanie, qui depuis 1978 voit son régime politique ébranlé par plus de 4 tentatives de putschs, la plus récente datant du 6 août 2008.

Quant au cas de l'Espagne, malgré la transition démocratique, on peut remarquer que l'héritage franquiste n'a pas tout à fait disparu. L'histoire a marqué beaucoup de personnes, encore maintenant. En effet, il y a eu en 2018 des désaccords entre le peuple espagnol à propos de l'exhumation de Francisco Franco. En 2007 une loi avait été votée sur la mémoire historique, qui préconisait l'empêchement de l'exaltation du franquisme et des dédommagements pour les familles victimes de guerre. En lien avec cette loi, l'homme politique espagnol Pedro Sanchez avait décidé 10 ans plus tard, dans l'optique de sa propre ré-élection, le

déterrement de Franco de la Valle de los Caídos, lieu construit par ce dernier pour les victimes de guerres et où se trouvait sa dépouille.



Certains voyaient cette exhumation comme quelque chose de positif, car pour eux la glorification du franquisme qui a lieu chaque année à l'anniversaire de la mort de Franco, où de nombreuses personnes se recueillent sur sa tombe, est inacceptable. D'autres au contraire restaient fidèles au franquisme, qui selon eux a beaucoup aidé l'Espagne. Certains étaient aussi contre cette exhumation car ils estimaient qu'elle ré-ouvrirait d'anciennes plaies et que le pays avait d'autres problèmes plus importants à gérer.

Enfin, il est possible de remarquer que le cas du Chili n'est lui aussi pas clos, car le 25 octobre 2020, le pays a voté un référendum pour changer la Constitution, restée identique depuis celle de Pinochet de 1980. Le "pour" l'emporta avec 79% des votes, et la constitution devra ainsi être changée lors d'élections en avril 2021.

Les transitions politiques du Chili et de l'Espagne, même si elles datent du 20ème siècle, permettent donc de mettre en évidence le fait que beaucoup de pays dans le monde sont encore politiquement instables, et que les menaces à la démocratie sont encore au cœur de la scène politique mondiale.